

## **Production agricole, commerce et environnement : le cas de l'État du Mato Grosso au Brésil**

### **Compte rendu de la conférence du 19 octobre 2007**

La conférence-débat « Production agricole, commerce et environnement: le cas de l'État du Mato Grosso au Brésil » s'est tenue le 19 octobre à l'Iddri, à Paris, dans le cadre du projet « Dialogos » financé par l'Union européenne.

Au cours de cette conférence, nous avons assisté à des présentations du gouverneur du Mato Grosso, M. Blairo Maggi, des représentants de l'Iddri (Stéphane Guéneau) et du Cirad (Patricio Mendez et Geert Van Vliet), au titre du projet Dialogos, et du CCFD (Catherine Gaudard), au titre de la campagne des ONG et mouvements sociaux intitulée « Le soja contre la vie ». Ces présentations ont été suivies d'un débat animé, notamment entre les représentants des producteurs agricoles du Mato Grosso et les représentants issus du milieu de la recherche et des ONG françaises.

Les interventions et les débats ont permis d'identifier, dans l'ensemble, les points de convergence et de divergence. Trois grandes problématiques ont notamment émergé de cette rencontre :

1. Quelle est la responsabilité des producteurs agricoles et des éleveurs du Mato Grosso vis-à-vis des problèmes environnementaux de cet État, notamment vis-à-vis du problème de la déforestation en Amazonie ? Quelles politiques publiques et stratégies privées sont engagées ? Sont-elles efficaces dans un contexte de flambée des prix des matières premières agricoles et de croissance de la demande internationale ?
2. Le modèle de développement agricole du Mato Grosso peut-il être qualifié de « durable » ? Quels sont les impacts sociaux de ce modèle ? Quelles en sont les améliorations possibles, d'un point de vue social ? Peut-on et doit-on envisager des alternatives ? Ce modèle met-il en péril d'autres systèmes agricoles, notamment l'agriculture familiale ? Comment ces deux modèles – agriculture intensive de rente et agriculture familiale - peuvent-ils cohabiter de manière harmonieuse et équilibrée ?

3. Les impacts sociaux et environnementaux du modèle de développement agricole du Mato Grosso sont-ils plus néfastes que ceux qui – historiquement et actuellement – prévalent en Europe ? Doit-on relativiser le modèle de développement agricole du Mato Grosso au regard du modèle agricole intensif européen ? Quels sont les instruments de coopération, de politique publique et les stratégies privées qui pourraient être développés pour contribuer à une vision partagée des pratiques agricoles ?

### 1. La déforestation au Mato Grosso

Concernant la première série de questions, le Gouverneur du Mato Grosso, M. Blairo Maggi, a indiqué que le soja ne peut être responsable de la destruction des forêts amazonienne. Si l'écosystème forestier représente 60 % de l'Amazonie légale, il ne s'étend que sur 20 % du territoire du Mato Grosso, le reste étant réparti entre les *cerrados* (45 %), le Pantanal (10 %) et des écosystèmes de transition (25 %). Selon les données fournies par le Secrétariat à l'environnement du Mato Grosso (SEMA), sur un territoire qui représente 1,6 fois la France, 7,6 % seulement sont utilisés à des fins agricoles – 6,5 % pour la seule culture du soja. Environ 29 % des terres sont utilisés pour l'élevage. Au niveau de l'Amazonie légale, la culture du soja s'étend sur 1,2 %. Seulement 0,3 % des forêts amazoniennes ont été converties pour planter du soja. Blairo Maggi a par ailleurs précisé que la superficie des aires protégées a considérablement augmenté en Amazonie brésilienne, pour atteindre 209 millions d'hectares à l'heure actuelle. Enfin, le Gouverneur a signalé que le moratoire sur toute nouvelle implantation de cultures de soja en forêt amazonienne est une mesure qui limite considérablement l'avancée du front soja. Cette mesure pourrait être prolongée à l'avenir, et étendue aux autres états amazoniens. Selon le gouverneur du Mato Grosso, M. Maggi, il faut donc relativiser le rôle de cette culture dans la progression de la déforestation. En effet, le soja serait essentiellement concentré sur des zones de pâturage dégradé de l'écosystème de savane arborée (*cerrados*).

Pourtant, certaines données présentées lors de la conférence ont nuancé ces affirmations. Ainsi, la relation entre la progression des feux de forêts, l'évolution du rythme de déforestation d'une part et l'extension des superficies de soja de l'autre, est évidente, même si le degré de corrélation entre ces facteurs nécessiterait d'être précisé.

Tant le rôle des marchés (à travers les augmentations des prix des commodités et de la demande mondiale) que la dynamique interne (à travers les surinvestissements, le taux d'endettement croissant, les dépendances technologiques et financières) soulèvent des questions sur la pérennité d'un modèle soja « durable ». La sortie de crise de la filière soja pourrait-elle se traduire par un retour à la hausse du rythme de déforestation ? C'est ce que constatent actuellement plusieurs observations satellitaires. Alors que la déforestation au Mato Grosso est passée de 11 814 km<sup>2</sup> en 2004 à 4 333 km<sup>2</sup> en 2006, selon le ministère de l'Environnement elle aurait progressé de 107 % sur la période de juin à septembre 2007, par rapport à la même période en 2006 (138 % selon ICV).

Les feux de forêts ont beaucoup progressé en raison de la sécheresse. Il est également probable que la conversion des forêts en pâturage pour développer l'élevage bovin extensif soit repartie à la hausse en raison de la progression mondiale de la demande de viande bovine, et de la croissance du cheptel bovin en Amazonie, qui représente désormais plus du tiers de cheptel bovin brésilien. Au Mato Grosso, M. Maggi estime que pour maintenir les 27 millions de têtes de bétail – soit une moyenne de plus de dix bovins par habitant – les éleveurs sont obligés de défricher et de convertir chaque année plusieurs millions d'hectares en pâturage. En conséquence, le gouverneur du Mato Grosso estime que le

passage à des modes de production plus respectueux de l'environnement en général et de la forêt en particulier ne pourra se faire sans compensation. Il a notamment indiqué qu'une politique d'incitation à l'intensification de l'élevage bovin était actuellement en cours de développement dans l'État du Mato Grosso, en particulier dans le cadre du projet « déforestation zéro » qui a été élaboré en collaboration avec des ONG. Mais, comme c'est le cas pour le moratoire sur le soja, cette politique va augmenter les coûts de production des éleveurs. Cela pose donc la question de la compensation qui devrait être versée aux producteurs. Qui doit la payer ? A travers quel mécanisme ?

## **2. Le modèle de développement du Mato Grosso**

De manière plus sévère, des critiques directes ont été adressées à l'encontre du modèle de développement agricole du Mato Grosso, basé sur une agriculture de rente très intensive, qui génère assez peu d'emploi – comparativement à d'autres modèles comme l'agriculture familiale –, mobilise l'essentiel des efforts de recherche et des aides financières, et qui ne répond pas aux enjeux de sécurité alimentaire locaux. M. Maggi a indiqué que dans le Mato Grosso, aucun conflit n'oppose l'agriculture intensive mécanisée destinée à l'exportation à la petite agriculture familiale qui approvisionne les marchés locaux. De plus les cultures de soja se sont implantées sur des zones inhabitées, donc sans qu'il n'y ait eu de conflits fonciers et d'expulsion de populations locales.

Certains représentants des organisations professionnelles agricoles du Mato Grosso présents dans la salle ont réagi vivement aux critiques portées au modèle « soja ». Ils considèrent en effet que le modèle de l'agriculture familiale ne peut être généralisé, et que le modèle « soja » constitue une contribution importante au développement du Brésil. La question qui se pose est bien celle du degré de changement du modèle de développement agricole actuel : est-ce qu'à travers les politiques publiques et les mesures privées, on se dirige vers un modèle « politiquement acceptable » ? Ou est-ce que ces mesures doivent être considérées comme un « accommodement à la marge » ne proposant ni une véritable inflexion du modèle agricole en cause, ni une véritable alternative acceptée par les ONG et mouvements sociaux ?

## **3. Des problématiques à résonance internationale**

La question de la responsabilité internationale a également été évoquée. Tant le Gouverneur que les représentants des organisations professionnelles agricoles ont mis l'accent sur les efforts qu'ils consentent pour améliorer leurs méthodes de production, alors que, de leur point de vue, autant d'efforts ne sont pas réalisés dans les pays européens. Les producteurs brésiliens ont l'impression d'être stigmatisés, et s'interrogent sur les raisons profondes de cette stigmatisation. Par exemple, le taux élevé d'utilisation de pesticides en France a été mentionné. Des représentations cartographiques ont ainsi pu souligner que plus de 80 % des forêts originelles amazonienne sont conservées alors que l'Europe a un taux de déforestation historique beaucoup plus important. Des images satellites montrent également les mesures de protection des forêts le long des berges des cours d'eau qui sont fixées par la loi au Mato Grosso, alors que de telles mesures n'existent pas en Europe. Cette question du partage des responsabilités peut être reliée à celle des instruments incitatifs : quel doit être le rôle de la coopération internationale dans la mise en œuvre d'un instrument de compensation pour la déforestation évitée ? Quels instruments de marché peuvent être mis en place pour promouvoir des pratiques plus durables (une prime accordée aux produits certifiés par exemple) ?

En conclusion, il semble que l'ensemble des acteurs soient ouverts à un dialogue sur ces différents points. Cette nécessité de poursuivre les discussions a d'ailleurs été suggérée par l'Ambassadeur de France délégué à l'environnement, M. Stefanini, notamment en prenant appui sur certaines initiatives de la coopération françaises en cours dans le Bassin du Congo. La proposition d'organisation d'un séminaire Europe-Bésil en 2008 sur ces sujets a été retenue par l'ensemble des participants.

**Stéphane Guéneau**  
**Iddri**